

**COMMÉMORATION DE LA PRISE DE LA
BASTILLE
- 14 juillet 2022 -**

Monsieur le Député,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je prononce
comme chaque année le discours qui
commémore la fête nationale.

En effet, derrière ce terme de « fête
nationale », il ne faut pas oublier que
nous célébrons une **révolution** dont
l'épisode le plus célèbre fut la prise de la
Bastille le 14 juillet 1789,

La lutte d'un peuple affamé, opprimé,
sans voix, et qui avait décidé que les
choses avaient assez duré,

Qui avait décidé de laisser éclater sa
colère face à un régime, en l'occurrence la
monarchie absolue, qui n'avait que faire
de son sort.

N'oublions pas qu'à cette époque, les
Français étaient de simples sujets, sans
droits, corvéables à merci, hommes,
femmes, enfants.

Mais tout ne fut pas réglé en un jour. La
révolte de juillet 1789 fut le début d'un long
processus démocratique qui allait s'étaler
sur près d'un siècle.

Une succession de régimes, entre Empires,
retours de la monarchie et enfin
avènement de la République.

Mais nous le voyons aujourd'hui, prononcer
le mot de « République » ne suffit plus.

Encore faut-il que cette dernière réponde
aux attentes des citoyens.

Le peuple français dut en effet se soulever à plusieurs reprises pour rappeler les gouvernants à leurs engagements, en 1830, en 1848, en 1936 ou encore 1968.

Grâce à ces mobilisations, des droits sociaux ont été conquis de haute lutte : droit de grève, diminution du temps de travail, retraite, assurance maladie, salaire minimum, congés payés...

Que de chemin parcouru depuis 1789 !

Mais prenons garde, car notre 5^e République se prend parfois pour une monarchie républicaine avec un président qui entend détenir tous les pouvoirs pendant 5 ans.

Prenons garde à la contre-offensive menée par le patronat depuis 20 ans avec les reculs que l'on connaît : augmentation de l'âge du départ à la retraite, attaques contre la sécurité sociale, réformes de l'assurance chômage, du droit du travail...)

Alors que les privilèges sont censés être abolis depuis le 4 août 1789, les profits des grandes entreprises, les dividendes versées aux actionnaires, sont au plus haut,

Et l'État continue de verser des milliards d'argent public en cadeaux fiscaux (le CICE, le CIR, sans compter les niches fiscales).

Dans ce contexte, pas étonnant que la colère soit forte à nouveau dans la population.

Cette **colère**, nous l'avons vu se manifester à l'occasion de la séquence électorale que nous venons de vivre :

- par l'abstention tout d'abord, qui a touché 54 % de la population au second tour des législatives.

La faute à des décennies de politiques publiques menées dans l'intérêt des plus riches, qui ont fini par exclure les salariés, les précaires et tous ceux qui peinent à vivre décemment.

Si le but était de faire fuir les classes populaires, les empêcher de s'exprimer, c'est réussi !

- Deuxième manifestation de cette colère : le vote d'extrême-droite.

Une extrême-droite xénophobe qui a réussi à se faire passer pour une force de progrès social pour capter une partie d'un électorat ulcéré par un président qui se croit tout permis.

Rappelons pourtant qu'il n'en est rien, que le RN ne propose aucune augmentation du SMIC, aucun droit social, aucune limitation des dividendes versées aux actionnaires...

- Enfin, cette colère s'est exprimée d'une troisième manière, par le vote en faveur des candidats de la NUPES.

Un vote de résistance, synonyme de refus de la résignation mais qui n'est pas dupes du discours mensonger du RN.

Et j'en profite pour saluer la réélection de notre député Jean-Paul Lecoq.

Cette union des forces de progrès a permis de redonner de l'espoir à tous ceux qui exigent une société plus juste, qui entendent résister face à la République du profit.

En effet, le Président a raison sur un point : nous ne partageons vraiment pas la même conception de la République.

Pour nous la République veille à satisfaire les besoins de sa population. Elle ne privilégie pas en priorité les intérêts du patronat,

Pour nous la République met en œuvre la justice fiscale. Elle ne supprime pas l'impôt des plus riches, elle ne dilapide pas l'argent public dans des dispositifs fiscaux ruineux,

Pour nous la République veille à préserver l'intérêt général. Elle ne démantèle pas ses services publics, notamment l'hôpital.

Pour nous la République assume ses responsabilités, elle ne délègue pas les décisions à des cabinets de conseil américains,

Elle ne confie pas non plus des pans entiers de l'action publique au secteur privé pour engraisser les actionnaires (le scandale des EHPAD ORPEA et KORIAN)

Pour nous la République c'est enfin un régime qui défend les droits de l'Homme et qui ne s'allie pas avec des régimes dictatoriaux (Arabie Saoudite, Congo, Gabon, Égypte, Israël, Maroc...)

On le voit aujourd'hui, c'est parce que la République a été négligée, parce qu'elle ne peut plus remplir sa fonction universelle et émancipatrice, qu'elle provoque une telle défiance dans la population.

Mais ne nous y trompons pas, ce sont justement ceux qui en parlent le plus, qui agissent le moins ou qui agissent pour la vider de sa substance.

Cette commémoration de la prise de la Bastille, nous rappelle que ce sont NOUS les garants de cette République.

Ensemble nous devons lui redonner des couleurs, lui redonner son sens originel.

C'est à NOUS de veiller sur elle, d'être vigilants face aux paroles de haine, face à la manipulation des mots.

Et nous le pouvons si nous nous rassemblons, salariés, retraités, privés d'emplois, jeunes.

Il est temps que les citoyens se mêlent de de leurs affaires.

Nous sommes devenus citoyens en 1789 et nous devons le rester aujourd'hui.

Merci à vous.